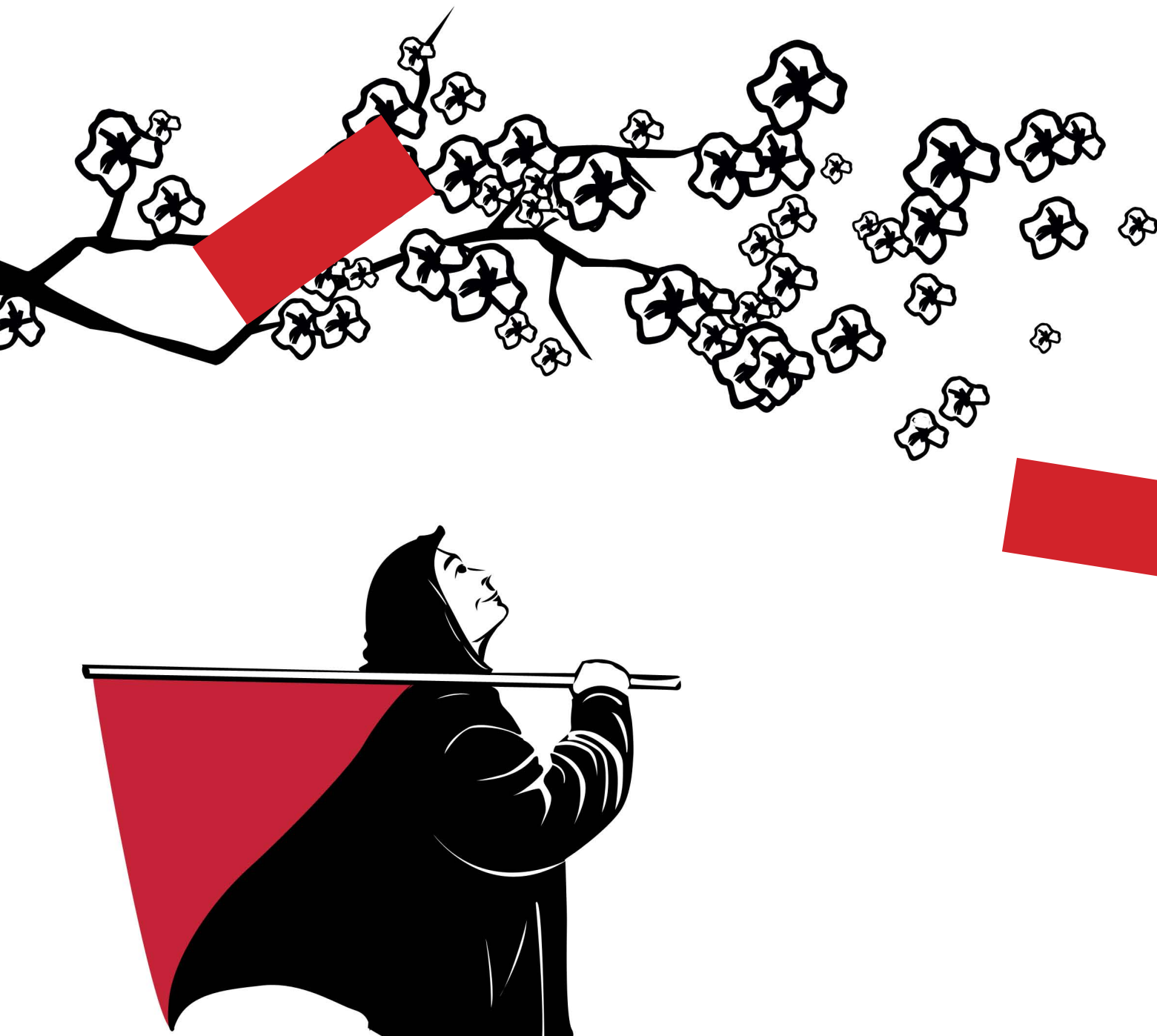


1 DISPAC'H!

L'OFFENSIVE SYNDICALISTE RENNAISE



**DISPAC'H UN MOT
POUR DIRE LA REVOLUTION**

**MONEO DÉBARQUE
DANS LES UNIVERSITÉS
BRETONNES**

**DROIT AU LOGEMENT
ET ACTION DIRECTE**

NOCES ÉPHÉMÈRES
ENTRETIEN AVEC REZA
SERKANIAN

**LES AVENTURES DE TINTIN
VIVE LA RÉVOLUTION !**
DE J. DANIELS - PART. 1

**BALADA TRISTE
DE TROMPETTA**
D'ALEX DE LA IGLESIA

**HISTOIRE DU FASCISME
AUX ÉTATS-UNIS**
DE LARRY PORTIS

**MEXIQUE
LUTTER AUTREMENT ?**
FRENTE DE LOS PUEBLOS EN
DEFENSA DE LA TIERRA
ENTRETIEN AVEC
MARTHA D'ATENCO

DISPAC'H!

DISPAC'H : UN MOT POUR DIRE LA REVOLUTION



La révolution, un mot considéré un temps comme désuet puis galvaudé par la communication et la publicité, si souvent détourné de son sens véritable, il appelle au changement, à la rupture.

Ce sont les peuples arabes qui l'ont remis à l'honneur en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen, en Libye par sa capacité ou sa volonté à renverser des régimes autoritaires que l'on supposait inébranlables.

Les gouvernants, journalistes ou spécialistes des plateaux télé disaient dans un relent raciste ces peuples incapables de soulèvement parce que soumis de manière héréditaires aux pouvoirs, leur culture, inférieure à celle des lumières de l'Occident, les condamnant à vivre sous la corruption, l'autoritarisme et le népotisme. Stigmatisation postcoloniale bien pratique pour nier les interventions de la francophonie, de ses grands groupes économiques, ses livraisons d'armement et ses «coopérations militaires». Tous les peuples visent leur émancipation mais cela demande du temps de se défaire de ses habitudes de pensée et d'existence. Toutefois, on a trop rapidement parlé de révolution en plaquant nos représentations européennes de l'Histoire nées de 1789 en particulier. Il y a eu incontestablement une révolution politique par le renversement de régimes tyranniques. En ce qui concerne la Tunisie ou l'Égypte, on ne sait pas encore où mèneront ces forces insurrectionnelles. La rentrée dans le jeu électoral ne semble pas avoir éteint la flamme de la rue. L'Histoire risque de nous surprendre encore. Elle risque de nous décevoir si le modèle de démocratie à l'européenne l'emporte, cette démocratie formelle ou représentative qui laisse prospérer les pires inégalités sous couvert d'une liberté politique, qui donne l'illusion que les peuples sont maîtres de leur destin alors qu'ils restent sous la domination du capitalisme et des élites politiques à sa botte qu'elles soient sociales-démocrates, libérales, néolibérales ou réactionnaires.

Car nous espérons pour ces peuples, et nous-mêmes, une

autre révolution, plus profonde et plus véritable, une révolution sociale, qui remettrait en question le système socio-économique à l'origine de toutes les injustices actuelles, qui nous soumet aux nécessités fixées par une élite pour son propre intérêt. Et c'est parce qu'ils ont voulu l'insurrection par exaspération que les peuples en lutte pourront créer une autre société qui éliminerait toute forme de domination. La lutte de tous les peuples ne peuvent nous laisser indifférents : la révolution sociale nous concerne aussi dans un projet internationaliste. La lutte des classes est internationale.

La CNT est un syndicat révolutionnaire en ce qu'elle se donne pour idée directrice une autre société, autogestionnaire - où il s'agit de travailler selon nos besoins, de produire ce qui est nécessaire et possible et non de se soumettre aux diktats de la croissance et des actionnaires qui réduisent les travailleurs à une variable d'ajustement économique - où il s'agit de vivre et non pas de survivre et consommer sans plus savoir pourquoi. Le syndicalisme à son origine était révolutionnaire car il ne s'agissait pas d'améliorer les conditions de travail mais de lutter en vue de se (ré-) approprier le travail, de l'organiser pour notre propre profit et non au profit du patronat - la CNT est un syndicat de lutte des classes parce que le patronat n'a aucune raison d'être. La lutte contre le capitalisme se fait dans les entreprises, dans les écoles, là où les rapports de domination s'exercent : ceux et celles qui peuvent bloquer l'économie en possèdent le contrôle. La CNT sera toujours contre le patronat et le salariat. Elle est un outil de l'autonomie de classe, de notre organisation à tous et toutes en tant que prolétaires.

Il s'agit aussi de se donner les moyens d'une autre société pour ne plus subir les politiques de l'État et de ses partis affidés qui vont nous faire croire que nous sommes sur-endettés comme en Grèce ! Liquidons l'État et créons des services publics autogérés ! Refusons de payer leur crise !

Continuons à développer des réseaux pour défendre la li-

berté de circulation et d'installation, lutter contre les extrémistes qui voudraient nous détourner des vrais responsables à prendre pour cibles, par l'action directe pour la réquisition de logements vides, fruits de la spéculation immobilière. Donnons-nous les moyens d'une autre économie : créons des SCOP, des coopératives, des AMAP... Une économie écologique et égalitaire. Réapproprions nous ce qui nous appartient pour définitivement sortir des lois du capital.

Lutter contre les dominations sous toutes leurs formes

MONÉO

MONÉO® DÉBARQUE DANS LES UNIVERSITÉS BRETONNES

Prévue à la rentrée universitaire 2011 et finalement reportée en 2012¹, une carte qui en dit long sur l'évolution de l'université publique.

Dans le cadre du plan *UEB C@mpus* (doté de 30 millions d'euros) qui regroupe *UBO, UBS, Rennes 1, Rennes 2*, les grandes écoles publiques de Bretagne, vont fleurir, fac après fac, divers outils numériques imposés relevant au mieux du gadget couteux au pire de l'outil de flicage inquiétant.

Télé-amphis (comme en médecine depuis des années), vidéo-cours en ligne et autres *ENT (Espaces Numériques de Travail)*. Cela soulève des questions de pédagogie et de qualité de l'éducation : déshumanisation des études, de plus en plus apparentées à des produits «on-line», accessibilité des profs, économies sur le dos du personnel et des étudiants...

Mais un point est encore plus sinistre, la mise en place de la fameuse « carte multi-service »².

Cette carte, de format carte bancaire, avec une puce, sera attribuée à l'ensemble des étudiants et personnels des établissements membres. Elle sert aussi bien de carte d'étudiant que de carte professionnelle et permet d'accéder à un certain nombre de services liés à la vie interne et externe des établissements, de type photocopies, bibliothèques, salles, postes informatiques, achat de tickets restaurant, sous forme de paiement Monéo®... À terme : accès aux transports, bibliothèques, piscine, activités culturelles... Généralement, la partie *Monéo®* de cette carte étudiante est gérée par *BNP-Paribas* (la banque qui balance les sans-papiers³...).

Quels sont les problèmes que cela pose directement ?

Un nouveau système de paiement généralisé à la fac nous est imposé par le haut. Sous couvert de modernité, c'est une nouvelle culture qui s'installe : centralisation de données, obligation d'avoir sa carte sur soi pour accéder à un tas de choses (*Restaurant Universitaire, Bibliothèque Universitaire, photocop*). On note au passage que ce système exclura les précaires non-étudiants qui se payent parfois un repas au *RU*. La carte étudiante, qui n'était qu'un outil administratif devient aussi un outil de paiement : confusion volontairement entre-

suppose une révolution dans les têtes : cela passe par l'anti-sexisme, l'antiracisme, la lutte contre l'antisémitisme, l'homophobie, la lesbophobie... La révolution passe aussi par une éducation émancipatrice, loin des écoles-prisons. Apprenons à penser ensemble, à agir ensemble et à vivre ensemble.

Car la lutte, ce n'est pas seulement refuser et résister, c'est aussi et surtout inventer, construire un autre avenir !

Jean-Claude et Doctor Louarn / image : Lucie

tenue entre un service public (les études) et un produit de consommation. A l'heure de la *LRU*, de l'université-entreprise et de l'éducation-marchandise, cela interpelle.

Cette carte participe aussi à la vaste campagne de flicage numérique qui touche notre société aujourd'hui. Des puces partout, des caméras, de la biométrie, de la traçabilité sur le net renforcée. Après *EDVIGE, LOPPSI 2, HADOPI 1 et 2* vient *MONÉO®*, qui touche cette fois 100% du public concerné (impossible de refuser cette carte). La *CNIL*, débordée par toutes ces nouveautés, s'est lourdement inquiétée du potentiel de ce type de carte à usage professionnel ou administratif dans son rapport du 16 mai 2008. Il existe un risque de «marquage» abusif et facilité de personnes ayant acheté ou emprunté certains documents, livres (politique, religion, etc.) comme «suspects» dans les fichiers d'employeurs potentiels ou d'un état répressif.

Ce type de carte sera doté à terme d'une puce *RFID (Radio Frequency Identification)* qui permet le paiement «sans contact» (sans insertion dans un lecteur). Lyon⁴ et Nice⁵ (qui va même l'intégrer aux téléphones portables !) semblent être les campus pilotes pour cette deuxième génération de cartes. Ce type de puce qui n'a pas besoin de lecteur pour être détectée et lue à distance comporte d'énormes problèmes de sécurisation de données personnelles : possibilité d'atteinte à la vie privée dans le cas de marqueurs «furtifs» ou accessibles à des systèmes susceptibles de diffuser des informations sur la vie privée. L'identification de personnes par une signature de l'ensemble des étiquettes d'identification par radiofréquences (cartes bancaires, téléphone mobile, pass de transports en commun...) habituellement portées pourrait même être concrètement possible (cf. le brevet d'*IBM : Identification and Tracking of Persons Using RFID Tagged Objects*).

A l'école, à la fac, refusons le numéFLIC !

Alexis

Notes

¹ <http://www.ueb.eu/Theme/numerique>

² <http://www.numerique.ueb.eu/Acceder/Cartemultiservices>

³ <http://www.afrik.com/article13329.html>

⁴ <http://www.evolis.com/fre/Solutions/Success-Stories/Universit%C3%A9-de-Lyon-Carte-d%27%C3%A9tudiant-multifonctions>

⁵ <http://investincotedazur.com/fr/newsletter/nice-rfid-nfc-une-carte-etudiante-virtuelle-en-test-des-la-rentree-2010>

DROIT

DROIT AU LOGEMENT ET ACTION DIRECTE

Plus de 200 personnes demandeuses d'asile sont dans une dizaine de réquisitions faites par le DAL35 (Droit Au Logement). Elles étaient à la rue faute de logement, célibataires, couples, femmes enceintes, familles avec enfants souvent en bas âge.

Ce sont des étrangers qui se concentrent sur Rennes car c'est ici qu'ils ont à effectuer leurs démarches administratives : ils ont un rendez-vous obligatoire à la préfecture (le délai d'attente est de trois mois parce qu'ils sont nombreux et parce qu'une prise d'empreinte est nécessaire par la seule borne *Eurodac* de toute la Bretagne). La borne *Eurodac* permet de contrôler que le migrant est bien arrivé directement en France sans transiter par un autre pays européen (espace Schengen et accord Dublin II). C'est seulement par la suite qu'un rendez-vous peut être pris pour retirer un dossier, une demande d'asile le plus souvent. Entre temps, il faut vivre ou plutôt survivre et les services d'accueil sont submergés.

Ils se concentrent : il y a appel d'air dira-t-on ! Ils affluent, ils sont de plus en plus nombreux, pensera-t-on !

En réalité, l'État crée délibérément cette concentration par ce qu'il appelle (en novlangue) la régionalisation : il a éliminé en Bretagne toutes les plateformes d'accueil (Saint-Brieuc, Quimper...) sauf celle de Rennes. Il a diminué de surcroît les sources d'hébergement de moitié. Beaucoup de monde à la rue. La *Croix-Rouge* s'en est plainte ! Trop de misère à gérer,



surtout étrangère ! L'hébergement d'urgence - le 115 pour une, deux ou trois nuits - est saturé alors qu'il ne devait pas à l'origine s'occuper des étrangers. Les services se dégradent et le racisme se nourrit de cette gabegie.

Que faire ? Le *Collectif de Soutien aux Personnes Sans-Papiers* avait organisé des occupations d'institutions amies car dites de gauche : elles avaient permis l'hébergement de quelques dizaines de personnes. Cela n'a duré qu'un temps ! Depuis lors, la municipalité a bien changé : elle ne proposera plus que quelques nuitées d'hôtel par humanisme pour les femmes et les enfants, régressant dans l'abjection des pratiques xénophobes dominantes à droite et à gauche. Fondamentalement, la municipalité socialiste s'entend avec la préfecture de droite extrême. À chacun ses compétences dit la mairie pour se dégager de ses responsabilités, car c'est à l'État de loger les étrangers. La préfecture ne dit rien parce qu'elle est dans l'illégalité ou parle d'appel d'air et de manque de moyens !

C'est un statu quo qui alimente la misère et admet que des êtres humains soient à la rue.

Face aux carences de l'État, le *DAL35* s'est organisé pour effectuer des réquisitions. Agir de manière illégale pour répondre à un droit fondamental, celui du logement pour tous, sans distinction aucune, français ou étrangers. L'illégalité au nom de la légitimité.

Des appartements, des maisons, un ancien funérarium, un bâtiment de l'État ont été réquisitionnés par les militants du *DAL35* depuis sa création, une quinzaine en deux ans et demi d'existence. Un rapport de force s'est établi en rendant visible un état de fait. Il s'agit d'action directe et cela aboutit à des résultats. Ainsi, l'ancien funérarium rue Louis Postel a pu être fermé parce que la mairie ne supportait pas qu'un taudis ait été médiatisé au cœur même de Rennes - cela perturbait l'image de marque de la Ville. Les 80 résidents ont été relogés par la mairie, mais la préfecture n'a pas tenu sa parole de les placer en *Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA)* immédiatement. Encore aujourd'hui, une quarantaine sont encore en attente dans ce qui est devenu lentement et péniblement le *COORUS*, c'est à dire des hébergements d'urgence imaginés par la mairie pour se dédouaner de son incompétence.

Puis ce fut le 25 février 2011, un bâtiment appartenant à l'État, de 600 m² avec 8000 m² de terrain, réquisitionné pour loger 150 personnes. La préfecture tenta une procédure d'ex-

pulsion avec la complicité du tribunal de grande instance, contrée pour un temps par la *Cour Européenne des Droits de l'Homme* qui exigeait des réponses sur le traitement fait aux personnes et à leur droit. L'État était ainsi placé devant ses propres obligations. Or, l'expulsion a eu lieu le 2 mai : un déploiement de plus de 150 CRS, un contrôle systématique des identités, dans le mépris le plus total du droit, y compris de la *Cour Européenne des Droits de l'Homme*. L'État a sa raison que la raison doit ne pas connaître.

Des personnes, des célibataires et des familles, avaient été logées dans des hôtels en vue de leur logement en *CADA* (dixit la préfecture). Même promesse, même mensonge : toutes ces personnes (à l'exception de trois familles) se sont retrouvées à la rue dès le 15 juin !

Le *DAL35* continue son travail de harcèlement en s'attaquant à des résidences appartenant à *Rennes Métropole*, démontrant qu'il y a des logements vides partout et que les

autorités peuvent très bien ouvrir ces lieux pour loger tout le monde.

Ce que démontre le *DAL35* est que l'action directe est l'arme la plus efficace, c'est que des individus organisés peuvent affronter l'État et le mettre en situation de faiblesse. Le rapport de force se fait sans violence par des actions radicales, l'ouverture de réquisitions qui permettent d'héberger les personnes pendant plusieurs mois. L'action politique réponds alors à l'urgence humanitaire, l'action illégale se sert de l'outil juridique et judiciaire.

BRÈVES

La surveillance électronique et téléphonique au travail

Comment les patrons contrôlent-ils la téléphonie interne et externe utilisée par leurs salariés (téléphones professionnels et personnels, boîtes mail, fax) ? Comment lutter contre ce flicage ?

La venue de nouvelles technologies de travail a amené ces nouvelles applications permettant aux patrons de surveiller sans trop bouger leurs salariés.

Ces nouveaux moyens de contrôle sont (quand même) soumis à réglementation, elle est parfois à l'avantage des salariés ou du patronat.

Nous remarquons que pour se défendre il est important d'étudier la réglementation pour ne pas se faire «pincer». Ensuite il est important de lutter contre ces moyens de contrôle qui ont pour seul but de fliquer les salariés et instaurer un régime de la peur.

Vous pouvez écouter l'extrait de l'émission «*Le monde merveilleux du travail*» du 4 avril 2011 sur *Radio Libertaire*. En allant sur le site du secteur vidéo de la *CNT* : <http://www.cnt-f.org/video/> dans la rubrique Audio puis Radio.

Le nouveau visage de Rennes

Dans quelques années nous aurons un magnifique palais des congrès à Rennes. Une grande structure de béton et de verre au cœur d'une

enceinte de pierre du XIV^{ème} siècle. Ce «Crystal Palace» rennais va naître sur un flanc de la place Sainte Anne face à la Basilique en plein centre historique.

Petit retour sur ce centre justement : c'est un réseau de petites rues pavées telle la célèbre rue Saint Michel ou plus communément nommée «rue de la soif». Un charme typique fait de petits bars, cafés, librairies... qui petit à petit sont remplacés par des chaînes : restauration américaine, sandwiches, cafés, muffins, des enseignes aux verts (et verres) facilement identifiables.

Mais en réalité, c'est tout un centre qui change. Du loyer aux clochards, de l'étudiant aux associations, certains évoluent ou sont forcés à quitter les lieux pour que le centre puisse faire peau neuve ou peau propre.

Simple coïncidence semble-t-il... dans certains quartiers populaires comme Le Blosne, les immeubles murmurent des projets de constructions sur les parkings. Des grands frères de plus de sept étages devraient bientôt enclaver les petits frangins dans de jolies cités loin des palais de verre.

Claire

Le Collectif Antifasciste Rennais

En octobre 2007, devant la recrudescence d'éléments inquiétants semblant indiquer une nouvelle activité d'extrême-droite en Bretagne, le *Collectif Antifasciste Rennais* voit le jour.

Loin d'un antiracisme moral à la SOS - Racisme (qui a fait depuis longtemps la preuve non-seulement de sa complète

Car il s'agit de faire respecter un droit fondamental qui est le logement pour tou-te-s !

La *CNT35* continuera à soutenir le *DAL35*. et participera à leurs actions, comme elle s'opposera aussi à la spéculation immobilière actuelle qui fait qu'il y a 8000 logements vides dans le département et des personnes mal-logées ou à la rue.

Jean-Claude / image : Louis-François

Notes

Pour plus d'information: <http://dal35.blogspot.com>

inefficacité, mais également de ses effets pervers), le *Collectif* souhaite engager un véritable travail politique : le fascisme en effet n'émerge jamais par hasard, mais systématiquement sous l'impulsion, avec le soutien politique et logistique des forces du capital. Le fait que le racisme, le sexisme ou encore l'homophobie soient fort équitablement répartis indifféremment dans les classes sociales du pays ne doit en effet pas faire oublier que leur soutien peut quant à lui, parfaitement être organisé par les dominants avec les pires conséquences.

Le *Collectif* a donc comme fondement l'antifascisme radical et l'anticapitalisme, ce qui permet de travailler sur des bases saines avec les diverses composantes du mouvement social rennais : organisations politiques, syndicats, associations et individus composent donc ce front de lutte uni dans sa diversité.

Depuis la création du *Collectif*, la situation bretonne a bien changée : des organisations sont apparues, d'autres ont pratiquement sombré dans l'inexistence. Reste malgré tout un véritable activisme d'extrême-droite qui a pu se traduire par des initiatives politiques (repas du Front National, apéro saucisson-pinard, réunion de Riposte Laïque, conférences du Bloc Identitaire ou d'Égalité & Réconciliation, manifestations de catholiques intégristes de CIVITAS, tentatives d'infiltrations du mouvement social par Adsav, etc) comme par des actes extrêmement violents (on pensera notamment au meurtre de Frédéric Bourget en août 2009 ou encore à la violente altercation devant le Fleurte Café en 2011 entre autres agressions).

Loin de disparaître de Bretagne, l'extrême-droite au contraire persiste dans ses tentatives d'implantation, portée en cela par le climat délétère instauré par la droite extrême. C'est en cela que les initiatives du *Collectif* sont cruciales. On a vu ces dernières années en France vaciller bien des bastions réputés imprenables par l'extrême-droite, tel Toulouse où l'attaque d'un quartier populaire par des militants d'extrême-droite a failli coûter la vie à un étudiant chilien, resté deux jours dans le coma entre la vie et la mort.

Afin de contrer la progression de l'extrême-droite, le *Collectif* multiplie les initiatives : manifestations, conférences, projections, organisation d'événements culturels, production et diffusion de documents d'information à destination du grand public sont les parties les plus visibles de son activité. Évidemment cela va de paire avec une surveillance constante et nécessaire des mouvements fascistes.

Si Rennes demeure une ville relativement sûre, c'est en grande partie grâce au travail mené ces dernières années par le *Collectif* et les organisations ou individus qui le composent : la pression ne doit pas être relâchée. La lutte antifasciste ne saurait se résumer à quelques déclarations de principe : elle doit être à la fois politique, déterminée et pérenne !

Aidez le *Collectif Antifasciste Rennais* : rejoignez-le !

MacDuff

Notes

Pour plus d'information : <http://www.antifabzh.lautre.net>
bzh_antifa@riseup.net

REZA

NOCES ÉPHÉMÈRES : ENTRETIEN AVEC REZA SERKANIAN

Reza Serkanian a sorti *Noces Éphémères* fin 2010. Ce premier long-métrage du réalisateur est passé par chez nous : c'était l'occasion d'avoir un entretien avec lui pour discuter un peu de cinéma.

Chronique de la vie d'une famille iranienne, le film s'attarde sur la relation amoureuse qui se noue lentement entre Miryam, veuve et mère, et le jeune frère de son défunt mari, Kazem. Avec une constante retenue et dans une atmosphère où les silences sont sibyllins, Serkanian prend le temps de faire parler ce qui aurait pu passer à la trappe : les gestes, les regards, les fuites ou les confrontations. Mais si le film s'attache à tout ce qui fait l'humanité de ses personnages, il révèle également dans ses non-dit le poids d'une société iranienne qui partout s'entremêle à la simple vie des gens. Pas de contenu ouvertement politique ici : juste un regard qui traverse les questions les plus évidentes pour mieux les faire réapparaître, en filigrane, dans toute leur complexité.

Peut-être qu'on peut commencer par résumer ton parcours et voir de quelle façon *Noces Éphémères* s'y inscrit ?

Si tu veux, alors j'ai commencé très jeune à faire des courts-métrages. J'en ai fait à peu près huit avant de quitter l'Iran où j'avais fait des études de chef-opérateur¹ et de peinture. Puis deux ans dans une académie d'art à Amsterdam, et plusieurs courts et moyens-métrages, un documentaire en France², un autre au Gabon³, voilà. Je n'étais pas retourné en Iran depuis une dizaine d'années, donc j'ai écrit *Noces Éphémères* en France et je suis parti en 2008 pour le tourner en Iran.

Ton film s'ouvre et se ferme sur un tableau un peu étonnant de Pieter Bruegel⁴.

Il m'a toujours interpellé : chaque détail représente un proverbe flamand. Ce que je trouve assez énorme avec Bruegel, c'est qu'avec une seule image il arrive à décrire non-seulement une société mais carrément à faire sentir l'esprit d'une époque. Ça donne un aperçu d'une culture. L'autre intérêt c'est que ça appartient à un autre temps, très éloigné de l'Iran d'aujourd'hui. Je me disais que ça pouvait élargir ce que le film raconte, lui donner un sens plus universel : c'est quelque chose d'humain qu'on a connu, qu'on peut comprendre en-dehors de cette société iranienne.

Et c'est pour ça que je m'approche à la fin du film de ce détail : le couple qui se cache dans la fenêtre, dans l'obscurité d'une maison au milieu de cette société un peu chaotique qui est bien décrite dans le tableau. C'est exactement l'histoire de mon film, finalement : un couple qui se trouve là, caché, quelque part dans l'obscurité. Je trouvais ça assez juste. Que ça résumait bien mon film, en plus de cette présence religieuse forte qu'on sent dans ce tableau et qui imprègne également *Noces Éphémères*.

On suit des relations amoureuses un peu complexes, qui ne sont pas forcément avouées et se tissent dans les gestes ou les dialogues. Qu'est-ce qui t'intéresse

là-dedans ? Est-ce que ce sont les relations de ces personnages, leurs interactions avec la famille qui les entoure ? Ou est-ce que c'est plus symptomatique de ce qui se passe spécifiquement en Iran aujourd'hui ?

Moi ce qui m'intéressait c'était plutôt de parler du désir, et pas forcément de la consommation d'un désir. Et c'est là qu'en fait tu peux aborder vraiment plein de choses humainement profondes. Parce que ça permettait à travers cette histoire de désir d'en aborder d'autres : de parler de la société, de la famille, des traditions, de la culture, de la religion.

Et puis surtout la pudeur des gens m'intéressait. Ce qui est quelque part l'humanité, aussi, que j'essaie de créer dans mes films. Je pense qu'on ne peut jamais vraiment résumer ce qui est des comportements humains, des sentiments... Si on veut tout expliquer on les réduit à peu de choses, ce qui fait que le spectateur a l'impression d'avoir tout compris. Mais c'est très réducteur je trouve. Je pense que l'être humain est beaucoup plus complexe. Si on est vraiment honnête, des fois on ne peut pas expliquer clairement ce qui se passe dans nos têtes. Donc le non-dit c'est une certaine façon pour moi d'être, disons plus juste, par rapport à cette humanité-là, plutôt que de la réduire à quelques phrases : je suis amoureux, je ne suis pas amoureux. Ça c'est très réducteur pour moi, parce qu'il y a des sentiments qui sont ambigus, qu'on ne peut pas vraiment exprimer, qui se développent, qui changent d'une minute à l'autre. Quand je fais un film ce qui m'intéresse c'est ça : comment faire passer cette complexité à travers des non-dit, des gestes, des instants, des impressions. Je base mon film sur ce genre de choses plutôt que juste réduire tout ça à une phrase claire. Et je suis persuadé que ça peut toucher les gens, parce que si on prend le temps ça nous parle. En tout cas j'ai fait le film avec cet objectif.

Toute la première partie du film se déroule dans l'intimité d'une maison, un décor que tu as mis longtemps à trouver d'ailleurs ...

Oui, la maison était très difficile à trouver. C'est une histoire qui se déroule sur quatre jours, mais on pourrait dire que ça traverse plusieurs générations, que ça part de l'enfance, ou peut-être de plus loin, quarante ans avant, avec plein d'anecdotes, de choses un peu lointaines. Ça parle du fin fond des relations familiales, des traditions. On est vraiment dans la profondeur et pour moi le début du film c'est un peu ça.

Et puis plus on avance dans le film et plus on se rapproche d'aujourd'hui : il y a l'enchaînement de cette enfance, de cette vie de famille avec soudainement la société, cet aspect politique plus actuel. On retrouve les mêmes éléments, les mêmes situations et on est censés mieux comprendre pourquoi la société en est là, d'où les choses viennent, parce qu'on a déjà vu comment on absorbe les éléments culturels pendant l'enfance. C'est une manière d'aller fouiller à la racine des choses.

Ce basculement je le voulais vraiment, parce que quelque part ça marque le contraste entre la vie intime et la vie sociale.

Le film parle de ça aussi : de la place de l'intimité dans la société, des rapports intimes de deux individus qui se rapprochent alors qu'on se trouve dans une société pleine de contraintes. Dans la famille, où ces contraintes sont déjà présentes, ça reste assez convivial, mais quand on passe au plan de la société on est vraiment dans un registre différent où la police peut intervenir. C'est pourtant toujours la même culture, on le sent. Donc il y a deux aspects complètement différents, je ne dirais pas opposés, mais quand même assez contrastés de la même société. Les choses s'y répètent de façon relativement similaire. Ça montre aussi la mentalité, la légèreté avec laquelle les gens vivent certaines choses. Quelque part c'était une manière d'expliquer comment l'aspect social et même l'aspect politique des choses ont leurs racines dans la famille et dans les traditions, dans la culture.

Des amis français de Miryam, un des personnages principaux, viennent en Iran tourner un documentaire. Ils apparaissent de temps à autre et leurs interventions éclairent un peu le contexte. Que sont ces personnages dans ton film ? Un moyen de nous permettre de



mieux saisir la situation ? Une manière symbolique de te mettre en scène dans une forme de retour ? De permettre un regard un peu extérieur à la situation ?

Je pense qu'il y a un peu de tout ça. Ayant vécu ailleurs qu'en Iran je porte un regard différent, mais je vois aussi l'image qu'on en a depuis l'extérieur. Quelque part ça montre l'image que les médias donnent de ce pays - sans qu'il y ait un jugement là-dessus parce que ce sont quand même des journalistes qui s'intéressent vraiment : on voit qu'ils ont fait des efforts, qu'ils ont appris la langue... Ce ne sont pas des touristes, quoi. Mais il y a malgré tout un vrai décalage culturel qui fait qu'ils n'accèdent pas vraiment aux profondeurs de la société telle que moi je les décris au début. A un moment le journaliste se désole de n'avoir pas pu filmer la famille de Miryam, et elle répond que, ben non, ça n'aurait pas été possible.

Ils en restent plutôt à des questions comme par exemple la situation de la femme, le voile, le mariage - qui sont toujours des questions intéressantes et même qui font passer des informations qui sont constructives à travers le film - mais qui demeurent très extérieures. Comme on le disait tout à l'heure, il y a plusieurs couches dans le film et je voulais qu'il y ait une place pour ce registre-là, le regard journalistique sur le pays.

Beaucoup d'acteurs sont non-professionnels (on retrouve parmi eux Mahnaz Mohammadi⁵), quand ce ne sont pas tout simplement des passants filmés dans la rue. Alors est-ce qu'il s'agit réellement d'une fiction ? Dans quelle mesure le documentaire ou le réel viennent-ils s'inscrire dans tout ça ?

Alors ce qui est sûr c'est qu'il s'agit d'une fiction parce que tout était écrit, pensé, quelques années avant la réalisation. Mais une fois le scénario écrit, on peut le mettre de côté et voir comment intégrer des morceaux de réel, de vraie vie dedans, et c'est là que le choix des comédiens intervient.

J'ai choisi des acteurs qui n'étaient pas forcément des professionnels, mais qu'il fallait encadrer, amener à ce que qu'ils jouent en respectant le scénario. Il n'empêche que des fois les gens proposent des choses et c'est aussi ce que je cherchais : que les gens soient crédibles, vrais. Dès le départ les professionnels qui ont accepté de jouer ont compris mon choix. Ça leur a demandé plus de travail parce qu'eux pouvaient être efficaces dès la première prise, alors qu'en parallèle les non-comédiens n'étaient pas forcément au point, et donc il fallait refaire parfois à de nombreuses reprises. Mais bon ils l'ont accepté. Je crois qu'ils ont compris ce que ça apportait au film, que c'était important.

Il y a un passage très abrupt de la vie des gens au quotidien dans la maison, à des extérieurs où l'on ne saisit pas bien tout ce qui se passe. On ne suit pas du tout les personnages entre ces deux espaces : on ne voit pas les rues, la sortie de la ville, le déplacement en voiture. Tout cet aspect-là, que les amis journalistes de Miryam viennent justement chercher semble absent de ton film, non ?

Vers la fin on voit quand même des manifestations religieuses dans la rue, donc ça donne une petite perspective, mais je l'ai fait un peu exprès. Je ne voulais pas qu'il y ait des images juste d'illustration. Bon on peut s'en douter : il y a des rues, des embouteillages, un peu comme partout. Moi je voulais me focaliser sur une histoire.

J'avais écrit plusieurs scènes, pas mal de dialogues qui avaient lieu pendant le voyage, qu'on a filmés en plus. Et puis au montage je me suis dit que ça ressemblait à un road-mo-

BALADA TRISTE DE TROMPETTA

Alex de la Iglesia, 2011.



ANTIQUÉ

ANTIQUITÉ : LA SEMAINE SANGLANTE

Sauf des mouchards et des gendarmes / On ne voit plus par les chemins / Que des vieillards tristes en larmes / Des veuves et des orphelins / Paris suinte la misère / Les heureux même sont tremblants / La mode est au conseil de guerre / Et les pavés sont tout sanglants.

Oui, mais... / Ça branle dans le manche / Les mauvais jours finiront / Et gare à la revanche / Quand tous les pauvres s'y mettront ! (bis)

Les journaux de l'ex-préfecture / Les filibustiers, les gens tarés / Les parvenus par aventure / Les complaisants, les décorés / Gens de bourse et de coin de rues / Amants de filles aux rebuts / Grouillent comme un tas de verrues / Sur les cadavres des vaincus.

On traque, on enchaîne, on fusille / Tout ce qu'on ramasse au hasard / La mère à côté de sa fille / L'enfant dans les bras du vieillard / Les châtiments du drap rouge / Sont remplacés par la terreur / De tous les chenapans de bouge / Valets de rois et d'empereurs.

Nous voilà rendus aux jésuites / Aux Mac-Mahon, aux Dupanloup / Il

va pleuvoir des eaux bénites / Les troncs vont faire un argent fou / Dès demain, en réjouissance / Et Saint-Eustache et l'Opéra / Vont se refaire concurrence, Et le bagne se peuplera.

Demain, les manons, les lorettes / Et les dames des beaux faubourgs / Porteront sur leurs collerettes / Des chassepots et des tambours / On mettra tout au tricolore / Les plats du jour et les rubans / Pendant que le héros Pandore / Fera fusiller nos enfants.

Demain, les gens de la police / Refleuriront sur le trottoir / Fiers de leurs états de service / Et le pistolet en sautoir / Sans pain, sans travail et sans armes / Nous allons être gouvernés / Par des mouchards et des gendarmes / Des sabre-peuple et des curés.

Le peuple au collier de misère / Sera-t-il donc toujours rivé ?... / Jusques à quand les gens de guerre / Tiendront-ils le haut du pavé ? / Jusques à quand la sainte clique / Nous croira-t-elle un vil bétail ?... / A quand enfin, la République / De la justice et du travail ?

paroles : Jean-Baptiste Clément (1871)
musique : air du *Chant des Paysans* de Pierre Dupont (1849)
image : MacDuff



Un sacré film, sacrément complexe, bourré de références, généreux, hystérique et nettement plus complexe que l'intrigue en surface veut bien le laisser paraître... J'ai quasiment rien lu dessus mais je vois ça vraiment comme une sacrée métaphore de l'Espagne franquiste. Une Espagne qui est mise à terre, frappée et humiliée par une puissance violente et autoritaire, une Espagne qui sera « sauvée » par des gens dont le rôle dans l'Histoire est perçu de manière très cynique par le réalisateur. Tout tourne autour d'une phrase : « Vous êtes de quel cirque ? » demande ingénument Javier au commando ETA responsable (a priori) de l'Opération Ogro (celle qui envoya Carrero Blanco dans les étoiles)... Natalia évolue donc entre Sergio l'ordure ultra violente et Javier le révolutionnaire qui va sombrer dans une folie destructrice, né dans la vengeance, hanté par son père, victime à la fois des républicains et à la fois des franquistes... Javier, le chien qui mord la main de son maître... Javier le clown qui n'a plus peur des enfants (quelle scène fantastique, quel dialogue : le clown armé comme un porte avion, qui déclare à un petit enfant, « Tu ne me fais plus peur ») Au delà du célèbre attentat d'ETA qui couta la mort au successeur de Franco, on retrouve également en filigrane l'histoire d'El Lute, sorte de Mesrine espagnol dont le parcours hors la loi acquis le cœur d'une certaine Espagne qui le voyait comme une sorte de héros de la résistance antifranquiste (et qui

connu sa consécration en devenant le sujet d'une chanson de... Boney M !) Histoire de clowns, histoire d'amour, histoire de son pays, Alex de la Iglesia mixe tout ça, garde quelques uns de ses gimmicks connus (un groupe de personnes hystériques suit et commente l'action, l'aspect grotesque de la religion, la brutalité de l'autorité...) et pousse sa mise en scène un cran plus loin pour proposer un spectacle totalement hystérique (certains plans sont accélérés, rendant le tout plus grotesque encore, accentuant le côté « représentation clownesque » de l'action, alors qu'à part le pré-générique, on ne verra jamais les deux clowns jouer sous le chapiteau) mais qui n'est jamais fatiguant. J'avoue que j'ai du zapper la plupart des références cinématographiques que Alex de la Iglesia a dû placer dans cette *Balade Triste* dans les entrailles de son pays, même si le générique (bordel, l'un des plus beaux génériques vu depuis longtemps) est prolix à ce niveau ! Et propose même des images plutôt inattendues comme ce plan où la meuf empalée de *Cannibal Holocaust* se démultiplie. Le film était commencé depuis 5 minutes, lorsque j'ai vu ça, j'ai tout de suite su que le film me plairait, eh eh !

PS : Ce générique me hante depuis que j'ai vu le film. C'est un court-métrage en soi, j'aimerais avoir le point de vue de J.B. Thoret là-dessus (critique auteurs d'une floppée de bouquins passionnants sur le ciné US des années 70, sur l'influence sur ce ciné de

la vidéo de l'assassinat de Kennedy), lui qui m'avait passionné avec les montages d'images du film Parallax View... Voir par exemple la face de l'Empereur Ming enchaînée avec celle du Pape et surtout la tête d'Hitler enchaînée avec la scène du pal de *Cannibal Holocaust*. *Balade Triste* est quand même un sacré film, un auteur utilisant le film de monstre et le triangle amoureux pour parler de son pays... C'est cynique, désabusé, intelligent, jamais évident. Je crois que c'est l'un de ses plus beaux films, en tous cas son plus ambitieux, et ça fait plaisir, après le très impersonnel *Crimes à Oxford* de retrouver de la Iglesia à ce niveau là...

Melvin / image : MacDuff

Notes

¹ Et qui donnera un bien beau slogan de l'autre côté des pyrénées « Et hop Franco plus haut que Carrero ».

En contrepoint parce que je ne sais pas me taire, j'ajouterais comme point faible du film la manière dont la lutte antifranquiste est traitée, comme une guerre privée entre l'État et les guérillas antifranquistes, le reste des personnages étant clairement dans l'attentisme. C'est oublier les résistances ouvrières à Franco, les mouvements étudiants et de rue : de la Iglesia bien que traitant en fin de compte tout le parcours de la résistance armée au fascisme espagnol ne garde que la partie la plus spectaculaire de cette dernière. Mais c'est quand même un pur film avec quelques moments de grâce au milieu d'un bordel hystérique. (DL)

HISTOIRE DU FASCISME AUX ETATS UNIS

Larry Portis, éditions CNT-RP.



Larry Portis nous a quittés très récemment, en juin dernier. Cet infatigable camarade des IWW, installé en France depuis les années 70 nous a laissé de nombreux livres. Parmi ceux-ci, *Histoire du fascisme aux États-Unis*, sorti aux éditions CNT Région Parisienne, est intéressant à plus d'un titre. Lorsque je l'ai commencé, je pensais m'attaquer à une œuvre traitant du fascisme aux États-Unis à la manière d'un épiphénomène local, description du phénomène politique et de sa kyrielle d'organisations et groupuscules à la sauce nord-américaine. Or, Portis attaque par un autre angle : il met en relation les conditions économiques et historiques étasuniennes, le degré de lutte du mou-

vement ouvrier et l'apparition et le développement de l'extrême-droite dans le même temps, ainsi que la mise en place d'une répression féroce par l'Etat et ses nombreuses officines fédérales ou locales. La définition du fascisme en tant que phénomène propre, idéologiquement distinct, ne suffit pas à en saisir la vraie nature. Portis le définit donc précisément mais ne s'arrête pas là. Le fascisme se construit et est soutenu à des moments où il est nécessaire à la classe possédante de maîtriser et d'utiliser une partie du prolétariat : troupes du KKK maintenant le climat de terreur esclavagiste pour maintenir un sous prolétariat noir, casseur de grèves de l'*American Legion*, terroristes anti droit civique des *Minutemen*, soutien de l'*US Labor Party*¹ à la contre-révolution reaganienne... Malgré les nombreuses ouvertures sur le sujet, on est loin d'une étude floue et bien qu'on manque de référence sur la pluralité des mouvements fascistes ou approchant, l'étude est ici plus intéressante qu'un catalogue accompagné d'une charge morale contre l'extrême droite et ses valeurs. C'est un outil en terme de connaissances historiques nord-américaines mais aussi un outil pour s'armer idéologiquement contre l'oligarchie capitaliste et ses supplétifs historiques.

Doctor Louarn / image : MacDuff

Notes

¹ Dont on connaît malheureusement la branche française à Rennes : *Solidarité et Progrès*, anciennement *Parti Ouvrier Européen*, groupement à caractère sectaire et à l'idéologie conspirationniste délirante.

LUTTE

LUTTES AU MEXIQUE

Lutter autrement ? Agir, changer, faire la révolution, redéfinir le rapport au pouvoir

Il est difficile de dresser un état des lieux succinct de toutes les luttes qui foisonnent au Mexique à l'heure actuelle. De nombreux états notamment dans le sud du pays sont devenus le théâtre d'une pléthore de luttes complexes qui se sont maintenues et développées au cours des dernières décennies, avec plus ou moins d'espoir et de soutien. Ces expériences de lutte répondent souvent à des besoins et à des projets concrets ; elle viennent également couronner la tradition d'un peuple qui a appris à résister, à se battre et à se soulever, pendant des siècles, contre l'oppression.

Malheureusement, le contexte a rapidement évolué dans la dernière décennie : à la difficulté de se confronter à un système politique et économique donné, profondément défaillant en matière de démocratie et particulièrement déterminé par les intérêts du néo-libéralisme, vient s'ajouter aujourd'hui l'existence d'une économie et d'un pouvoir parallèles, tout-puissants, régis par la logique de l'arbitraire. C'est-à-dire, le narcotrafic, son réseau d'influences hermétique, ses codes abstraits et les néfastes conséquences qui s'ensuivent, à tous les niveaux.

C'est dire qu'il n'est pas facile de lutter aujourd'hui au Mexique lorsque d'une part le gouvernement refuse toute tentative de dialogue (il n'est pas anodin de signaler ici que l'actuel gouvernement de Felipe Calderón est le fruit d'une phénoménale fraude électorale !) et que la seule réponse est la répression systématique et méthodique. Il est d'autant plus ardu de résister lorsque, d'autre part, la crainte qui découle d'une violence exacerbée, anonyme, imprévisible et omniprésente s'inscrit peu à peu dans le quotidien.

Deux fronts de lutte illustrent de manière exemplaire ces propos. Il s'agit, bien sûr, du mouvement zapatiste et de la commune d'Oaxaca. Ces deux expériences ne sont pas uniques au Mexique et leur développement n'est pas toujours égal. Elles ont cependant la singularité d'avoir gagné un soutien réel et continu et fort dans toute la planète et d'être devenues porteuses d'un discours et d'une pratique qui ont sérieusement mis en cause l'exercice du pouvoir, au sein même des organisations anti-système.

La crise profonde que subit le Mexique a mis en branle le régime politique. Le jeu démocratique est devenu inefficace, voire inexistant. Les institutions sont tellement corrompues qu'elles ne répondent plus aux aspirations populaires. C'est donc en marge de celles-ci que se déploient de nouvelles expériences d'organisation sociale, ayant comme principe la démocratie directe. « Changer le monde, révolutionner le pouvoir par le bas », tel est le message lancé dès 1994 par les zapatistes dans le Chiapas. Pour contrer l'offensive néolibérale, l'EZLN a fait le choix d'une autre manière de penser le pouvoir, c'est-à-dire de privilégier dans un premier temps l'autonomie locale des peuples sur le territoire zapatiste plutôt que de renverser le pouvoir central à Mexico. Il s'agit d'abord

de s'organiser depuis la base.

De nouvelles expériences de lutte : le zapatisme

Cela fait 17 ans que le soulèvement zapatiste a démarré. On se souviendra de la surprise et de l'étonnement qu'il a provoqué dans la communauté internationale, non habituée à cette nouvelle forme de lutte qui, après tant d'années, se poursuit. En effet, l'EZLN ainsi que ses bases de soutien implantées dans les communautés, ont réussi à survivre, apportant au monde entier l'évidence qu'« un autre monde est possible » ou, du moins, imaginable.

Dès le début de l'insurrection et suite aux Accords de San Andrés (1996), l'EZLN a fondé son projet de transformation sociale sur des initiatives communautaires ou locales. L'idée fondatrice de cette option est qu'il semble vain de se lancer dans un vaste projet de réforme à échelle nationale. Il convient d'abord, pour changer véritablement la situation des populations autochtones et opprimées, de s'organiser localement et de changer les pratiques pour reconfigurer le politique en se basant sur un projet communautaire et participatif.

Les gouvernements autonomes, les « juntas de bon gouvernement », ont réussi à instaurer de nouveaux rapports politiques au sein des communautés. « Ici, le peuple décide et le gouvernement obéit » est la consigne résumant ce mode de fonctionnement qui, à bien des égards, s'inspire des anciennes traditions autochtones, les adaptant à de nouveaux besoins, à de nouvelles réalités.

Si le mouvement zapatiste a eu une visée et un champ d'action d'abord localistes, il est évident que la sympathie et l'intérêt soulevés, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale, a débouché sur le lancement de « *L'Autre Campagne* », qui propose une stratégie plus large. Les zapatistes ont entrepris, en 2006 (année des élections présidentielles) une tournée dans tout le pays afin de parler avec les gens du peuple et de les écouter, sans intermédiaires, pour élaborer ensemble un programme national de lutte. Le programme se veut « de gauche, anti-capitaliste et anti-néolibéral, pour la justice, la démocratie et la liberté du peuple mexicain ».

La commune d'Oaxaca : le défi

Suite à une grève des enseignants durement réprimée en 2006, un large mouvement social s'est construit pour réclamer, entre autres, la démission d'Ulises Ruiz Ortiz, gouverneur de l'état d'Oaxaca. La vaste contestation locale s'est rassemblée dans l'*Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO)* qui a engendré à son tour d'autres expériences assemblées et autogestionnaires nouvelles, comme la plateforme *VOCAL (Voix d'Oaxaca Construisant l'Autonomie et la Liberté)*. Force est de constater que les mots « voces » (voix) et « pueblos » (peuples) viennent ici indiquer la pluralité des participants et l'exclusion explicite des partis politiques (même si au cours des dernières années l'APPO s'est vu infiltrée par des tendances gauchistes).



Le mouvement eut, en 2006, un seul maître mot : chasser le gouverneur. Une commission formée de délégués révocables, avec mission de mener les tractations avec le gouvernement fédéral avait été créée mais, face à l'absence d'une réponse claire, l'APPO occupa les bureaux du gouvernement, le palais de justice et le parlement. Cette mobilisation se transforma en un véritablement gouvernement local alternatif, résolument populaire. Et Ulises Ruiz de se trouver dans la situation insolite de devoir opérer dans un état de semi-clandestinité.

La répression qui s'ensuivit fut terrible : au moment de contre-attaquer, Ruiz fit le choix d'organiser les « caravanes de la mort », à savoir, des groupes de tueurs qui commettaient des crimes effroyables dans la plus totale impunité. Les victimes n'ont pas osé dénoncer la violence policière : c'est dire à quel point la peur est enracinée.

Aujourd'hui, Oaxaca vit toujours dans un état de siège camouflé, mais la résistance continue. Les prisons clandestines, l'impunité, la terreur et les enlèvements rappellent les années sombres des dictatures militaires de l'Amérique Latine.

Les graves incidences de la « guerre sale » sur les expériences de lutte

Nous l'avons déjà évoqué : au Mexique, la répression ne cesse de s'abattre contre toute forme de résistance sociale. Les nouvelles qui décrivent quotidiennement la violence subie

par des militants de tout bord sont de plus en plus inquiétantes. Tortures, enlèvements, disparitions, assassinats, emprisonnement, harcèlement sont des pratiques courantes que la population mexicaine subit tous les jours. La répression des mouvements sociaux, encouragée par le pouvoir politique, s'organise et se généralise dans tout le pays : l'augmentation des exactions et la présence tolérée, voire acclamée, de groupes paramilitaires de tout poil montrent que la stratégie du gouvernement est bien celle d'une guerre de basse intensité et d'usure qui vise d'abord l'anéantissement des mouvements sociaux.

Les exemples d'Atenco, d'Oaxaca, du Chiapas, etc. le prouvent : plusieurs États de la république mexicaine sont en effet le théâtre d'une spirale de violence alarmante. La tendance du parti au pouvoir importe peu ; le choix mené par la classe politique est bien celui d'une longue offensive, menée depuis plusieurs années, pour achever la dissidence.

Pour l'heure, l'existence de groupes paramilitaires se généralise dans tout le pays, avec le soutien explicite de certains politiciens qui appellent à leur formation et qui les soutiennent financièrement. C'est donc un fait : la présence de groupes paramilitaires, de citoyens armés et de milices privées est un phénomène qui non seulement se développe, mais qui est désormais applaudi publiquement par les politiques. Les patrons, ainsi que les grands propriétaires terriens, préparent

et arment des groupes privés de sécurité qui défendent leurs intérêts et protègent leurs propriétés. Ces groupes armés, qui vendent leurs services au citoyen lambda moyennant le discours de la peur, ont sensiblement augmenté dans les dernières années. Le soutien manifeste qu'ils obtiennent, d'une partie importante de la société mexicaine, met sérieusement en danger la viabilité des luttes sociales. De fait, les campagnes de harcèlement, organisées par le gouvernement et pratiquées aussi bien par l'armée que par ces groupes paramilitaires, sont innombrables et donnent lieu à une guerre de basse intensité contre toute dissidence – les habitants des communautés zapatistes se comptent parmi les victimes les plus frappées.

Car il ne faut pas oublier que l'argument de la lutte contre le narcotrafic et le crime organisé est aussi le fin prétexte pour justifier la répression contre les mouvements de résistance. Il est, dans tous les cas, difficile d'envisager le développement de luttes dignes et justes dans un monde qui tolère et qui institutionnalise la « guerre sale ».

MARTHA

ENTRETIEN AVEC MARTHA DU FPDT¹ D'ATENCO

« J'ai décidé de faire face à la peur parce que je sais que la solidarité existe. Parce que je crains davantage les gens qui baissent la tête, qui se couchent, qui ne luttent pas. »

Martha, représentante du FPDT de la municipalité d'Atenco, dans l'état de Mexico, était venue en France et en Espagne l'hiver dernier, pour apporter le témoignage de la résistance que son peuple développe depuis une longue décennie contre les agressions réitérées du gouvernement mexicain.

C'est une longue lutte où ni les échecs ni le désarroi n'ont eu raison de la dignité d'un peuple. La ténacité et la simple volonté de justice ont réussi à évincer le discours de la peur, des armes et de la répression. Ce géant tout-puissant qu'est l'État mexicain, nourri par des enjeux économiques internationaux, échafaudé sur une corruption tolérée au point de devenir institutionnelle, assisté par toute sorte de groupes armés et programmés pour la répression systématique, a été atteint et mis en branle par l'action de quelques milliers d'individus, forts de la justice de leurs revendications.

Ainsi donc, les propos de Martha illustrent une expérience de lutte qui va bien au-delà du cadre conjoncturel. C'est dire que celle-ci s'inscrit dans un

contexte plus large dont l'objectif est de transformer la société pour changer le monde. Et cela se fait par une pratique qui est en rupture avec les modes de lutte traditionnels des XIXe et XXe siècles, et qui se déploie dans deux directions opposées : l'une, vers le futur, où ces pratiques pourront devenir la base d'une autre organisation sociale ; et l'autre, vers le passé, car ces pratiques de lutte sont en partie redevables d'un mode de gestion du social qui aurait existé avant l'arrivée des Espagnols.

On ne peut alors que saluer le courage, la détermination et la force des individus, des collectifs et des peuples qui, malgré cet état de guerre, continuent de se battre pour leur avenir dans le seul espoir de voir naître, ne serait-ce qu'à une toute petite échelle, un projet de société juste et libre. Même si celui-ci ne voit jamais le jour, les pratiques de lutte utilisées pour y parvenir resteront inscrites dans l'histoire et la mémoire.

Enfin, une des caractéristiques fondamentales de ce laboratoire des luttes qu'est devenu le Mexique est la dimension symbolique qui accompagne les pratiques et qui est bien entendu non-négligeable. Il s'agit de mobiliser certains aspects de la culture autochtone pour les intégrer à la pratique quotidienne de la démocratie directe. Cela signifie surtout reconnaître l'implication de ceux qui ont été exclus depuis plus de cinq siècles. Et il est surtout question de reconnaître que leur contribution est fondamentale dans la construction de nouvelles pratiques politiques rendues plus indispensables et urgentes que jamais par la crise du régime actuel.

Bastien et Lirios / image : MacDuff

contexte plus large dont l'objectif est de transformer la société pour changer le monde. Et cela se fait par une pratique qui est en rupture avec les modes de lutte traditionnels des XIXe et XXe siècles, et qui se déploie dans deux directions opposées : l'une, vers le futur, où ces pratiques pourront devenir la base d'une autre organisation sociale ; et l'autre, vers le passé, car ces pratiques de lutte sont en partie redevables d'un mode de gestion du social qui aurait existé avant l'arrivée des Espagnols.

Peux-tu nous dresser le récapitulatif de votre lutte à Atenco ?

En octobre 2001, nous avons appris par les médias que nos terres avaient été saisies par le gouvernement fédéral, en application d'un décret d'expropriation dont l'objectif était de construire un nouvel aéroport international au Mexique. Personne dans les communautés habitant ses terres n'avait été ni informé ni consulté. Or ce décret supposait pour nous le non respect de nos lois, la discrimination et le saccage.

Ainsi donc, nous avons créé le FPDT, sans aucun soutien au départ. Tous ceux qui, dans nos communautés, avaient une expérience politique quelconque, dès lors qu'ils ont considéré l'envergure et la complexité du problème, n'ont pas voulu s'engager dans cette lutte. Et

ceux qui se sont organisés dès le départ n'avaient jamais été impliqués dans la lutte sociale.

Nous avons commencé par nous réunir en assemblées générales décisionnelles. La première décision avait été de préparer une longue mobilisation sociale : pour nombre d'entre nous, c'était la première fois que nous manifestions pour dire que le gouvernement mentait.

Pendant dix mois, nous avons lutté intensément. Nous étions systématiquement réprimés. Toute tentative de dialogue avec le gouvernement échouait à cause de la répression. De leur côté, les médias ne cessaient de dire que nous étions agressifs, violents, ignorants.

Et finalement, en août 2002, nous avons appris par les médias que le gouvernement fédéral avait enfin décidé de déroger au décret d'expropriation et d'annuler le projet du nouvel aéroport. Les raisons qui nous ont permis de gagner sont que, tout d'abord, notre message était clair et direct : les terres que le gouvernement voulait exproprier nous appartiennent. Ce sont les terres dont nos aïeux avaient héritées après la révolution de 1910. Ces terres sont notre principale source de vie. Ensuite, nous avons démontré que l'aéroport n'était pas d'utilité publique mais qu'il allait plutôt servir les intérêts des multi-

nationales. Puis nous avons montré enfin qu'il est possible de gagner si on est persévérant et même pacifique dans la lutte. Nous n'avons pas utilisé d'armes ; la machete est le symbole de la terre, et elle n'est pas souillée. Notre seule force est la raison.

Cette victoire a été le résultat de la lutte authentique du peuple, et nous avons aussi gagné grâce à la solidarité de nombreuses organisations nationales et internationales qui ont compris notre message et nous ont soutenu.

Comment vous êtes-vous organisés et en quoi cette forme d'organisation a été si efficace ?

Nous nous organisons en assemblées avec les représentants de chacune des communautés. Nous n'avons jamais autorisé ni la présence ni l'intromission des partis politiques. La diffusion de l'information se fait entre et dans les communautés, sans intermédiaires.

En général, dans nos actions, nous cherchons toujours des formes créatrices qui soient en totale opposition avec la logique du pouvoir. Il est aussi important de dire que dans notre lutte, les symboles sont très importants. Le chapeau et le foulard représentent le travail ardu dans les champs, sous les fortes chaleurs. C'est un travail certes accablant mais qui se réalise comme un geste d'affirmation du lien puissant que nous entretenons avec la terre, qui est un lien harmonieux. La machete regroupe, en tant que symbole, non seulement le travail et l'amour de la terre, mais aussi le rapport au maïs, céréale privilégiée de notre culture. En plus, elle est un des symboles de la révolution mexicaine.

Quelle est la place des femmes dans cette lutte ?

La présence des femmes a été fondamentale. C'est une présence de force qui se signifie par des qualités telles que la discipline ou la persévérance. Notre conviction et notre sensibilité, considérées comme des facteurs indispensables pour la construction d'une autre société, s'expriment dans une lutte qui reste toujours pacifique, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'est pas résolue et courageuse pour autant ! Nous n'avons jamais demandé à personne la permission de participer : nous avons décidé d'intervenir et nous l'avons fait, avec nos valeurs et nos principes. Cela a été déterminant à certains moments de la lutte, notamment lorsqu'il a fallu soutenir les camarades emprisonnés.

Comment perçois-tu l'avenir du FPDT ?

Nous sommes encore unis et nous restons organisés, car nous savons que la lutte n'est pas encore achevée : ce n'est que le début d'une longue traversée. Lorsque notre lutte venait à peine de démarrer, nous avons perçu cela comme une sorte d'éveil. Nous avons compris que le néolibéralisme s'impose toujours et ne cherche qu'à s'enrichir en opprimant des populations entières.

Quelles expériences retiens-tu de cette lutte ?

Le système néolibéral veut détruire la dignité des peuples. Chez moi, l'engagement est venu d'une prise de conscience personnelle. Après, j'ai réalisé que cette même indignation était partagée par beaucoup de personnes, et non seulement dans mon pays. Cela m'a rempli d'espoir parce que, en tant qu'êtres humains, nous partageons tous la même dignité. Le néolibéralisme tend à détruire la dignité des peuples et moi, j'ai éprouvé dans ma chair la solidarité des peuples. Malgré la répression et les abus de pouvoir, nous pouvons aujourd'hui dire que nous avons gagné, parce qu'ils n'ont pas réussi à nous déposséder de nos terres.

Comment est-il possible de maintenir la lutte dans la durée malgré la peur de la répression ?

Ils nous ont réprimés, emprisonnés, et nous avons recouvré la liberté, mais non la justice. Ils ont essayé de passer sous silence la force de notre lutte, nos symboles, mais nous sommes toujours là. Nous avons subi la répression et nous avons appris à vaincre la peur, à lui faire face.

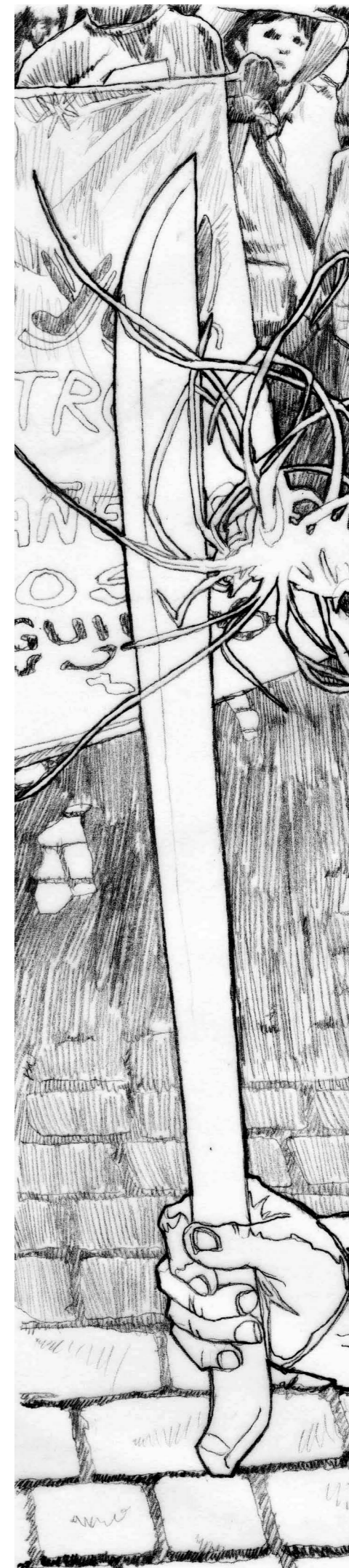
J'ai décidé de faire face à la peur parce que je sais que la solidarité existe. Parce que je crains davantage les gens qui baissent la tête, qui se couchent, qui ne luttent pas.

Parce que savoir qu'il y a d'autres peuples en lutte, partout dans le monde, des peuples qui ne se laissent pas soumettre et qui savent que ce système est vulnérable dans la mesure où il existe par la corruption, l'exploitation, l'argent sans aucune valeur humaine, et bien savoir tout cela m'aide enfin à dépasser mes peurs.

Lirios / image : MacDuff

Notes

¹ Frente de los Pueblos en Defensa de la Tierra - Front des Peuples en Défense de la Terre



périodique édité par l'union locale des syndicats cnt de rennes - siège social : 5 square charles dullin 35200 rennes - directeur de publication : jean-claude kernin - dépôt légal, numéro de commission paritaire et ISSN en cours - journal à prix libre - illustration de couverture : louis-françois - crédit images : [dal : d'après des documents du dal35 - <http://dal35.blogspot.fr>] [reza serkanian : d'après le film] [balada triste : d'après le film] [antiquité : d'après une gravure d'époque] [lutttes au mexique : d'après les photos de diego uriarte - http://www.flickr.com/diego_uriarte] - merci à martha, reza serkanian, marion, claire, lucie, louis-françois et fred - maquette : macduff - relecture : doctor louarn, jean-claude, marion, macduff - mai 2012 - imprimé par nos soins, imprimerie spéciale, le 20 avril 2012 à 200 exemplaires - la rédaction, la saisie des textes, la correction, les illustrations, la composition, le maquetage, l'impression couleur, le routage et l'administration de dispac'h sont effectués par des syndiqués après leur journée de travail

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL - UNION LOCALE DES SYNDICATS DE RENNES

www.cnt-f.org/ul.rennes - cnt.35@cnt-f.org
06.34.98.30.72 - BP 30423, 35004 Rennes CEDEX

SYNDICAT UNIFIÉ DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE BRETAGNE (SUBTP-BRETAGNE) [subtpbretagne@cnt-f.org - 06 88 50 66 61]
• SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION (STE-35) [ste35@cnt-f.org] • SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION - SECTION SUPÉRIEUR-RECHERCHE [faurennnes@no-log.org - 02 99 14 14 76 - Université Rennes 2, Place du recteur Henri Le Moal, 35000 Rennes] • SYNDICAT DES TRAVAILLEUR-SE-S DE LA SANTÉ, DU SOCIAL ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (SANSO & CT35) [sante-social35@cnt-f.org - 06 02 22 96 97] • SYNDICAT PTT-HAUTE BRETAGNE [ptt.35@cnt-f.org] • SYNDICAT DES EMPLOYÉES, TRAVAILLEUSES-EURS, PRÉCAIRES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (ETPRECI-35) [etpreci.35@cnt-f.org - 06 34 98 30 72] • SYNDICAT DE LA CHIMIE, DES MINES, DES ÉNERGIES ET DE L'EAU DE BRETAGNE [chimieb@cnt-f.org]

LA CNT C'EST QUOI?

UN SYNDICAT

Parce que cette forme d'organisation - telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité - englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT

Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'État et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott...). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.



AUTOGESTIONNAIRE

Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. Parce que nos délégués sont élus sur des mandats précis et qu'ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto organisation des luttes (comités de grève, coordinations...).

ET SOLIDAIRE

Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts, renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population, et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou inter catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal logés, des sans-papiers, des lycéens et des étudiants sont aussi les nôtres. Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux.